

citigen^z

www.citigenz.eu



RECOMMANDATIONS POLITIQUES

POUR UNE MEILLEURE ÉDUCATION À L'EUROPE DANS LE DOMAINE DE LA JEUNESSE



Cofinancé par
l'Union européenne



Abstract

Le projet Erasmus+ CitiGen'Z a développé et exploré de nouvelles façons de développer le sentiment d'appartenance à l'Union européenne chez les jeunes européens, en ciblant la génération Z. Vous pouvez découvrir de nouvelles méthodes pour sensibiliser à l'UE sur www.citigenz.eu, mais il est également temps pour nous de partager nos conclusions sur la manière d'améliorer l'éducation à l'UE et à la citoyenneté européenne dans son ensemble !

Le projet a en effet amené les animateurs jeunesse et les jeunes européens à réfléchir à l'éducation à l'UE.

Leurs conclusions sont présentées ci-dessous en **trois parties complémentaires** :

1. Un panorama de l'éducation à l'UE au sein des 27 pays, complété par un focus sur les pays partenaires, mettant en lumière les lacunes des systèmes formels pour transmettre aux jeunes les connaissances sur l'UE et soulignant ainsi l'importance du rôle complémentaire des acteurs jeunesse dans ce domaine.

2. Des recommandations concrètes, issues de l'expérience terrain des professionnels de la jeunesse, présentant des approches efficaces et des bonnes pratiques pour renforcer l'éducation à l'UE dans le secteur jeunesse.

3. La parole aux jeunes participants : des propositions de projets innovants pour améliorer l'éducation à l'UE, conçues par les jeunes européens eux-mêmes lors d'un « Idéathon », une démarche participative qui leur permet d'élaborer des solutions concrètes face aux défis sociétaux.

État de l'art

L'éducation à l'UE dans les 27 Etats membres



Les approches en matière d'éducation à l'UE diffèrent à travers l'Europe, mais une chose est claire : **l'éducation formelle ne peut à elle seule favoriser le sentiment profond et actif de citoyenneté européenne que souhaitent les jeunes européens.**

Nos pays partenaires, présentés dans les pages suivantes, illustrent parfaitement la manière dont les écoles et les programmes scolaires abordent les sujets liés à l'UE de manière fragmentée et souvent superficielle. Les enseignants manquent souvent de formation spécialisée sur l'UE, les programmes privilégient les thèmes nationaux et le temps de cours consacré aux sujets européens est insuffisant. Les initiatives gouvernementales et les campagnes spéciales contribuent à la sensibilisation, mais leur impact global est atténué par leur intégration dans des programmes plus vastes d'« éducation à la citoyenneté ». La société civile et les médias tentent de combler les lacunes par le biais d'ateliers, de débats et de sensibilisation, mais se heurtent à des difficultés telles que le financement à court terme, la concentration urbaine et une focalisation sur l'UE principalement en période électorale ou de crise.

Et pourtant, le désir des jeunes européens d'en apprendre davantage sur l'UE reste plus fort que jamais !

74 % de la population de l'UE estime que l'appartenance à l'UE profite à leur pays (Eurobaromètre spécial, 2025), mais seulement **46 % des jeunes européens estiment vraiment comprendre l'UE** (Enquête Jeunesse du Parlement européen, 2024) et **89 % conviennent que l'École devrait améliorer l'éducation aux droits et responsabilités d'un citoyen européen !** (Eurobaromètre Flash 455, 2018).

Étant donné qu'aucune solution miracle ne peut venir du seul secteur de l'éducation formelle à court terme – les systèmes scolaires sont confrontés à leurs propres défis et l'éducation n'est qu'une compétence d'appui de l'UE, ce qui limite son influence sur les programmes scolaires par exemple – une solution alternative doit être explorée : **renforcer la contribution du secteur jeunesse à la mise en œuvre d'une éducation à l'UE !**

Consultez les sections suivantes pour découvrir nos recommandations pour y parvenir : les **solutions proposées par les professionnels de la jeunesse** pour mieux soutenir le secteur et favoriser les synergies avec l'éducation formelle, ainsi que les **projets imaginés par les jeunes Européens eux-mêmes** pour améliorer l'éducation à l'UE de manière ascendante !

Éducation à l'UE



En Allemagne



En Allemagne, l'Union européenne n'est abordée que de **manière succincte dans l'enseignement formel**. Elle est généralement intégrée aux cours de sciences sociales ou de sciences politiques, avec un temps limité consacré à ce sujet, principalement au niveau secondaire, et elle est souvent totalement absente de l'enseignement professionnel. La qualité de l'enseignement sur l'UE dépend largement des connaissances et de l'enthousiasme de chaque **enseignant**, sans structure uniforme ni continuité à tous les niveaux, et beaucoup se sentent **peu compétents pour aborder ces thèmes**. En conséquence, les élèves terminent souvent leur scolarité avec une compréhension superficielle des institutions européennes, de leurs droits en tant que citoyens de l'UE et du fonctionnement de la démocratie européenne.



En dehors des écoles, **rares sont les initiatives gouvernementales spécifiquement axées sur l'éducation à l'UE**. Les programmes d'éducation à la citoyenneté, comme ceux de la *Bundeszentrale für politische Bildung*, abordent principalement les systèmes politiques allemands, les questions européennes étant reléguées au second plan. Même le service volontaire national (« Freiwilligendienst ») manque de contenu civique européen structuré.



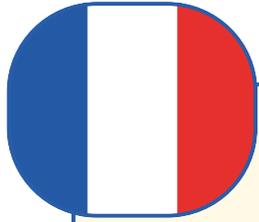
Les organisations de la société civile s'efforcent de combler ce fossé. Des ONG comme les centres EUROPE DIRECT organisent des visites scolaires, des ateliers et des débats avec des jeunes sur des sujets européens. Cependant, ces initiatives sont souvent de **courte durée, centrées sur les villes et sous-financées, ce qui limite leur impact**, notamment dans les zones rurales ou défavorisées. La couverture médiatique des affaires européennes est également insuffisante, les questions européennes ayant tendance à n'être abordées que lors d'événements marquants, comme la guerre en Ukraine ou les élections européennes.



Ce paysage inégal et contrasté se traduit par une **connaissance et un engagement généralement faibles envers l'UE parmi les citoyens allemands**, malgré une perception globalement positive de l'Union.

Selon l'Eurobaromètre spécial 2025, 76 % de la population estime que l'appartenance à l'UE profite à leur pays.

Cependant, l'enquête du Parlement sur la jeunesse 2024 révèle que **51 % des jeunes Allemands estiment ne pas comprendre « beaucoup » ou « rien du tout » à l'UE**, dépassant ainsi la proportion de ceux qui se sentent « bien » ou « assez bien » informés.



Éducation à l'UE

En France



En France, **l'enseignement relatif à l'Union européenne demeure fragmenté et inégal dans le cadre scolaire formel**. Certes, les thématiques européennes apparaissent dans les cours d'histoire, de géographie, d'éducation civique et de langues, mais leur traitement varie en profondeur et en approche selon les établissements, et reste **le plus souvent abordé sous un angle national**.

De plus, les enseignants disposent rarement d'une formation initiale ou continue suffisante sur ces questions, ce qui les empêche d'être pleinement préparés à transmettre l'importance de l'UE.



Des initiatives gouvernementales extrascolaires ont été mises en place, notamment par le biais de réseaux d'accompagnement des établissements pour la réalisation de projets et d'échanges européens, comme les **Délégations régionales académiques aux relations européennes et internationales et à la coopération (DRAREIC)**. Le label **Euroscol**, par exemple, a récompensé plus de 1100 établissements pour leur engagement envers l'Union européenne en 2023. Des événements portés par les Régions, comme le **«Joli Mois de l'Europe»**, visent à sensibiliser le public à l'UE et à promouvoir les opportunités de mobilité, mais la portée de ces initiatives en termes de développement du sentiment de citoyenneté européenne reste à évaluer.



Les acteurs de la société civile, des médias aux ONG, complètent les efforts officiels et gouvernementaux, mais ils rencontrent certaines limites.

Si la **série télévisée «Parlement»** a attiré des millions de spectateurs vers des contenus européens accessibles, et que des associations comme les **centres EUROPE DIRECT** proposent des ateliers sur l'UE en classe, expositions, simulations des institutions européennes, etc, **ces initiatives dépendent de financements ponctuels et restent souvent concentrées dans les zones urbaines**.



La connaissance et la perception de l'UE par le public français révèlent à la fois des opportunités et des défis. D'après l'Eurobaromètre spécial de 2025 montre que **65% des Français interrogés considèrent que l'appartenance à l'UE est bénéfique pour leur pays**.

Cependant, selon l'enquête jeunesse 2024 du Parlement européen, **37% des jeunes Français déclarent comprendre «beaucoup» ou «assez bien» l'UE**, illustrant un contraste frappant entre l'intérêt marqué des jeunes pour l'UE et leur connaissance relativement limitée de celle-ci.



Éducation à l'UE En Irlande

En Irlande, l'Europe et l'Union européenne sont intégrées à plusieurs programmes post-primaires.

Cependant, **leur présence reste généralement limitée et non obligatoire pour les examens** : au premier cycle, les élèves ne reçoivent qu'une seule mention explicite de l'UE, centrée sur la compréhension des institutions démocratiques, tandis qu'au deuxième cycle, les sujets relatifs à l'UE sont optionnels et proposés dans un peu plus de 100 établissements scolaires en 2024/2025. **La plupart des enseignants manquent de formation spécifique sur l'UE** et se rabattent souvent sur le contexte irlandais en raison de contraintes de temps et d'horaires limités. Même les enseignants dispensant le programme spécialisé « Politique et société » indiquent ne disposer que **4 heures sur les 2 années du deuxième cycle pour aborder l'ensemble des thèmes liés à l'UE**.



Le gouvernement irlandais finance l'initiative « **Communicating Europe** », qui soutient des **simulations européennes** pour les étudiants et des événements similaires, mais **les autres financements publics connexes ne ciblent pas spécifiquement les thématiques européennes**. Il n'existe pas d'institution dédiée à l'éducation à la citoyenneté en Irlande, et les efforts restent fragmentaires.



La société civile est active à travers des groupes comme le *Mouvement européen d'Irlande*, qui collabore avec le gouvernement pour diffuser des informations sur l'UE à tous les niveaux d'enseignement. Bien que proactive, cette approche vise surtout à **communiquer sur les réalisations de l'UE plutôt qu'à stimuler le débat**. Les centres **EUROPE DIRECT** offrent un réseau de sensibilisation supplémentaire, mais la **couverture médiatique de l'actualité européenne et de la société civile reste limitée**. Par exemple, la principale chaîne de télévision irlandaise ne compte qu'un seul correspondant basé à Bruxelles, illustrant le caractère spécialisé de l'actualité européenne en dehors des crises ou événements majeurs.



En conséquence, même si **61% des jeunes Irlandais déclarent comprendre l'UE « beaucoup » ou « assez bien »** selon l'enquête jeunesse 2024 du Parlement européen, ce taux, bien qu'élevé comparé à d'autres pays de l'UE, reste inférieur aux **91% de la population générale qui considèrent que l'appartenance à l'UE est bénéfique pour leur pays** selon l'Eurobaromètre spécial 2025.





Éducation à l'UE

Au Portugal

Au Portugal, l'Europe et l'Union européenne sont officiellement abordées dans le cadre du programme de citoyenneté et de développement (CD), ainsi que, dans une certaine mesure, dans les cours d'histoire, de géographie, d'économie et de langues étrangères.



Bien qu'un cadre politique solide existe pour faire de la citoyenneté un pilier de l'éducation, sa mise en œuvre reste inégale et dépend largement des priorités de chaque établissement et de l'engagement des enseignants.

Ceux-ci manquent souvent de formation spécialisée ou de confiance sur les questions européennes, et peu utilisent activement les ressources pédagogiques interactives ou numériques consacrées à l'UE.

Le Portugal ne dispose d'aucune institution publique spécifiquement dédiée à l'éducation à la citoyenneté, et les initiatives étatiques se concentrent rarement sur les thématiques européennes. Les efforts nationaux mettent davantage l'accent sur les valeurs civiques générales, les contenus liés à l'UE étant principalement diffusés dans le cadre de programmes de mobilité tels qu'Erasmus+ ou le Corps européen de solidarité.



Toutefois, la participation à ces programmes reste relativement faible chez les élèves de moins de 18 ans, et il n'existe ni « Journée nationale de la citoyenneté » ni activité civique similaire axée sur l'UE en dehors du cadre scolaire.

Des ONG comme le *Mouvement européen Portugal* et l'*Associação Europeia de Professores* sont actives dans le domaine de l'éducation à l'UE, mais elles sont principalement concentrées à Lisbonne et Porto et dépendent de financements à court terme. Leur rayonnement dans les zones rurales et la mise en place de programmes nationaux durables restent limités. La couverture médiatique portugaise des questions européennes se concentre également sur les événements majeurs, tels que les élections ou les crises, plutôt que sur l'éducation à la citoyenneté ou les droits.



En conséquence, si 91% de la population générale au Portugal estime que l'appartenance à l'UE est bénéfique pour le pays selon l'Eurobaromètre spécial 2025, 33% des jeunes Portugais déclarent ne pas comprendre l'UE (« pas beaucoup » ou « pas du tout ») selon l'enquête jeunesse 2024 du Parlement européen.





Éducation à l'UE En Slovénie

En Slovénie, l'éducation à la citoyenneté est intégrée au programme scolaire du primaire au lycée. La matière «**Citoyenneté active**» est désormais obligatoire, mais elle est principalement dispensée sous forme de modules transversaux, de visites d'étude et de travaux de groupe, plutôt que comme discipline autonome.



Elle ne met pas explicitement l'accent sur la citoyenneté européenne, les institutions ou les droits de l'Union européenne. Les enseignants manquent souvent de formation ou de qualifications spécifiques dans ce domaine, la plupart étant spécialisés dans d'autres matières, comme l'histoire ou la géographie, et ne bénéficient que d'un soutien limité pour proposer un enseignement interactif ou centré sur l'UE.



En Slovénie, le gouvernement et les institutions européennes concentrent leurs **efforts de sensibilisation sur la communication des projets financés par l'UE et de leur impact positif**. Si cela permet de valoriser les avantages de l'UE, aucune institution nationale ne se consacre exclusivement à l'éducation à la citoyenneté, et **aucun programme ou événement national** régulier ne vise spécifiquement la compréhension des droits et des institutions de l'UE en dehors du cadre scolaire.



Les ONG slovènes sont actives dans le domaine de l'éducation non formelle à la citoyenneté, menant souvent des initiatives sur des thématiques telles que les droits de l'homme, la participation démocratique et le volontariat, avec une portée variable sur le territoire.

Cependant, la plupart dépendent de **financements ponctuels** et se concentrent surtout dans les **zones urbaines**. **La couverture médiatique des questions européennes reste sporadique et limitée en dehors des crises majeures ou des élections**, réduisant l'exposition quotidienne des citoyens à ces sujets.



En conséquence, si l'opinion publique sur l'UE en Slovénie est relativement positive, avec **79% de la population estimant que l'adhésion à l'UE profite au pays** selon l'Eurobaromètre spécial 2025, **51% des jeunes Slovènes déclarent comprendre « beaucoup » ou « assez bien » l'UE**, selon l'enquête jeunesse 2024 du Parlement européen.



Recommandations des Travailleurs de jeunesse pour une meilleure éducation à l'UE

S'appuyant sur les initiatives pilotes menées dans le cadre du projet Erasmus+ CitiGen'Z, il apparaît clairement que le **secteur jeunesse et de l'éducation non formelle constituent des points d'entrée puissants pour reconnecter les jeunes européens à l'Union européenne**. Ces secteurs offrent des espaces de dialogue, d'expérimentation et d'engagement démocratique qui peuvent **soutenir et compléter efficacement les efforts plus vastes de sensibilisation à l'UE auprès des jeunes citoyens, en synergie avec le secteur de l'éducation formelle**.

Pourtant, le secteur jeunesse et l'éducation non formelle en général demeurent peu structurés et insuffisamment dotés en matière d'éducation à l'UE, que ce soit sur le plan des contenus, des méthodologies ou du développement professionnel des animateurs.

Dans ce contexte, et conformément aux principes de la Déclaration de Reykjavik de 2023, «Unis autour de nos valeurs», ainsi qu'aux travaux en cours du Partenariat jeunesse UE-Conseil de l'Europe, les recommandations suivantes, élaborées et testées sur le terrain par les animateurs jeunesse des partenaires ayant expérimenté les méthodes d'éducation à l'UE dans le cadre du projet CitiGen'Z, visent à **orienter les décideurs politiques, tant au niveau de l'Union européenne qu'au niveau national, ainsi que les professionnels de la jeunesse et de l'éducation, vers des stratégies d'éducation à la citoyenneté européenne plus efficaces, accessibles et engageantes**.

Recommandations

pour les institutions de l'UE et pour l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA)



Donner aux travailleurs jeunesse les moyens de devenir des éducateurs de l'UE

- **Diffuser des outils pédagogiques pratiques et attractifs** : soutenir la diffusion de guides étape par étape et d'activités prêtes à l'emploi grâce à des «Kits d'outils éducatifs européens» validés, spécifiquement conçus pour les environnements d'apprentissage non formels. Le [«Kit d'activités pour les animateurs jeunesse» CitiGen'Z](#) en est un exemple: simple, concret et orienté vers l'action, il se distingue du «T-KIT 7 sur la citoyenneté européenne dans l'animation jeunesse», moins connu et plus théorique, du Partenariat Jeunesse UE-CdE.
- **Renforcer les capacités des animateurs** : soutenir les initiatives de formation de formateurs afin d'améliorer la compréhension de la citoyenneté européenne par les animateurs jeunesse et de permettre l'adaptation locale des ressources. [Un dispositif similaire aux actions «Participation des jeunes» d'Erasmus+](#) pourrait être développé pour proposer des formations locales, régionales et nationales centrées sur les méthodes d'éducation à la citoyenneté européenne.
- **Encourager la réflexion personnelle** : amener les jeunes travailleurs à réfléchir sur leur rôle en tant que citoyens européens et à identifier les thématiques européennes pertinentes pour leur public.
- **Organiser des formations récurrentes** : développer des sessions régulières sur les valeurs de l'UE et la démocratie via les Agences nationales, non seulement aux niveaux européen et national, mais aussi au niveau régional, afin d'atteindre un plus grand nombre de praticiens.
- **Mettre en place un financement dédié et durable** : [instaurer un financement Erasmus+ récurrent pour l'éducation à la citoyenneté européenne des animateurs socio-éducatifs](#), permettant des formations régulières et de qualité ainsi que des programmes locaux de citoyenneté. Cette initiative pourrait s'inscrire dans l'action clé 3, à l'instar des actions [Jean Monnet](#) dans le domaine de l'enseignement scolaire.



Assurer la durabilité et la visibilité des initiatives les plus efficaces en matière d'éducation à la citoyenneté européenne

- **Renforcer le financement à long terme** : augmenter le financement récurrent via Erasmus+ **pour des matériels et outils pédagogiques de haute qualité**, afin de réduire les projets redondants tout en soutenant la promotion et l'amélioration continue des ressources déjà reconnues pour leur impact.



- **Promouvoir activement les résultats des projets exemplaires** – vidéos, manuels et boîtes à outils d'activités – via les canaux officiels: associer les ressources sélectionnées au Guide Erasmus+ afin de toucher le plus large public possible parmi les ONG de jeunesse impliquées dans la coopération européenne. **Mettre en avant les projets labellisés «Bonnes pratiques»** dans la base de données des résultats Erasmus+ à travers les newsletters des Agences nationales, afin d'en maximiser l'impact.



Renforcer la visibilité et l'attractivité de l'UE auprès des jeunes européens

- **Communiquer sur des plateformes et dans des formats populaires auprès de la génération Z** (Instagram, TikTok, courtes vidéos, mèmes), en proposant du contenu engageant sur des sujets d'actualité et pertinents.
- **Aborder les questions européennes de manière transparente, en présentant à la fois les aspects positifs et les défis**, afin de renforcer l'authenticité et la confiance.
- **Maintenir un engagement constant avec les jeunes grâce à des publications régulières**, des défis interactifs et des fonctionnalités axées sur les tendances.
- **Promouvoir la Journée de l'Europe de façon significative et uniforme dans tous les États membres**, par exemple via des drapeaux de l'UE dans les transports publics ou des concours scolaires.



Améliorer l'éducation à l'UE grâce à des plateformes hybrides et ludiques

- **Créer des pôles numériques à l'échelle de l'UE combinant ressources informatives et outils interactifs**, tels que des quiz, des parcours d'apprentissage ludiques et des défis vidéo.
- **Valoriser une image accessible et attrayante de l'UE** en utilisant des **méthodes d'apprentissage centrées sur les jeunes et adaptées à leurs usages**.
- **Lancer régulièrement davantage de concours sur le thème de l'UE**, en complément de DiscoverEU, pour **toucher un plus large éventail de jeunes et proposer des moyens plus ludiques de s'engager avec l'UE** (tout le monde ne peut pas bénéficier d'un pass Interrail gratuit à 18 ans!).
- **Tirer parti de réseaux tels qu'Eurodesk, les centres EUROPE DIRECT, les agences nationales Erasmus+ et le Forum européen de la jeunesse** afin d'assurer une portée et une participation maximales.

Recommandations pour les Jeunes et les Organisations non- formelles

Développer des approches entre pairs et menées par les jeunes dans l'éducation à la citoyenneté européenne

- **Intégrer des dispositifs structurés entre pairs dans les projets d'éducation civique à l'UE**, permettant aux jeunes participants de devenir co-créateurs et facilitateurs de contenus et d'activités.
- **Favoriser l'apprentissage par la pratique à travers des supports conçus par les jeunes eux-mêmes (vidéos, infographies, campagnes)**, afin d'accroître la pertinence des résultats en impliquant directement le public cible.
- **Créer des environnements favorables**, cafés universitaires, espaces adaptés aux jeunes, qui encouragent la confiance, le soutien mutuel et l'expression libre entre participants.

Privilégier des formats flexibles et centrés sur les jeunes

- **Concevoir des activités adaptables et basées sur les intérêts des jeunes**, telles que des discussions ouvertes, ateliers créatifs et projets pratiques, en reliant les contextes nationaux et locaux au niveau européen.
- **Remplacer les programmes rigides par des formats participatifs** qui relient les thématiques démocratiques à la vie quotidienne et aux centres d'intérêt des jeunes.

Développer des parcours structurés de citoyenneté européenne liés à la mobilité

- **Construire des parcours d'apprentissage progressifs menant à de véritables opportunités de mobilité** (échanges de jeunes, volontariat), rendant les concepts de l'UE concrets et pertinents.
- **Mettre l'accent sur les programmes d'apprentissage collectif**, incluant travail de groupe, témoignages et dialogues réels.
- **Intégrer la réflexion critique et la formulation de propositions dans l'expérience d'apprentissage**, en encourageant les jeunes à façonner activement leur parcours civique.



Mettre en place des formats innovants d'engagement civique à l'UE

- **Organiser des idéathons sur la question européenne**, où les jeunes peuvent réfléchir ensemble et co-créeer des solutions concrètes pour répondre à de véritables défis sociétaux.
- **Recourir à des outils d'apprentissage expérientiel**, simulations, jeux de rôle, débats animés, afin de favoriser une compréhension plus pratique et approfondie de l'UE.



Renforcer les partenariats locaux intersectoriels

- **Encourager la coopération entre établissements scolaires, municipalités et ONG de jeunesse** pour bâtir un écosystème de soutien à l'éducation civique, en créant des synergies entre éducation formelle et non formelle.
- **Utiliser ces réseaux pour toucher des jeunes qui, autrement, ne chercheraient pas spontanément d'opportunités d'apprentissage liées à l'UE**, et ainsi accroître l'impact et la durabilité des actions.



Intégrer l'éducation à l'UE dans la préparation à la mobilité européenne

- **Proposer aux participants des programmes de mobilité (Erasmus+, Corps européen de solidarité, etc.) des parcours d'apprentissage avant leur départ**, incluant non seulement les compétences interculturelles, mais aussi les institutions, les droits et les valeurs de l'UE.
- **Veiller à ce que les jeunes partent avec une base solide en matière de citoyenneté européenne**, afin d'enrichir à la fois leur expérience personnelle et leur compréhension de l'UE.

Recommandations

pour les États membres et les Agences nationales Erasmus+

Intégrer l'éducation à la citoyenneté européenne dans la formation des enseignants et les programmes scolaires

- **Inscrire pleinement l'éducation à la citoyenneté européenne dans la formation initiale des futurs enseignants**, tant au primaire qu'au secondaire, ce qui implique une réforme des cursus de formation des enseignants.
- **Veiller à ce que les thématiques européennes soient systématiquement incluses dans les programmes d'éducation civique et de citoyenneté à tous les niveaux scolaires**, en comblant le fossé actuel entre les dimensions locale, nationale, européenne et mondiale, pour rendre le niveau européen explicite et cohérent.
- **Confier aux autorités nationales en charge des programmes scolaires la mission de réévaluer et de renforcer la place de l'éducation à la citoyenneté européenne** dans toutes les disciplines concernées.
- **Encourager la coopération et les synergies entre l'éducation formelle et le secteur de la jeunesse**, afin de valoriser leurs atouts complémentaires et d'éviter que l'un ou l'autre soit seul à porter l'éducation à l'UE.

Intégrer l'éducation à la citoyenneté européenne dans la formation des animateurs de jeunesse

- **Introduire des modules spécifiques sur la citoyenneté européenne dans la formation initiale et continue des animateurs de jeunesse** au niveau national.
- **Créer des parcours clairs et accessibles permettant aux animateurs de bénéficier d'une formation actualisée, pratique et de qualité sur les thématiques européennes**, afin qu'ils puissent contribuer efficacement, aux côtés des écoles, à l'éducation non formelle à la citoyenneté européenne.



Les jeunes européens ont des idées pour connecter l'UE à la jeunesse !

Dans le cadre de CitiGenZ, les jeunes ont participé activement à façonner l'avenir de l'éducation à l'UE. Ils ne se sont pas limités à tester, évaluer et améliorer les contenus et activités proposés par les partenaires : ils ont aussi apporté leur **créativité, en imaginant de nouvelles manières de rendre l'Union européenne plus pertinente et accessible pour leurs pairs.**



L'**Idéathon CitiGenZ** a offert aux jeunes un cadre idéal et tout le soutien nécessaire pour exprimer pleinement leur créativité. Organisé par PiNA à Koper, en Slovénie, du 22 au 27 juin 2025, l'événement a rassemblé plus de 20 participants venus de France, Slovénie, Irlande, Allemagne et Portugal.

Un Idéathon, c'est quoi ?

Comparable à un « hackathon » pour animateurs de jeunesse, l'Idéathon est une méthode participative qui permet aux organisations de jeunesse d'offrir aux jeunes des ressources, un espace, des opportunités et un accompagnement pour s'engager activement dans les affaires publiques.

Comment ça marche ? Un groupe de jeunes est réparti en équipes et reçoit un défi : imaginer des idées pour répondre à des enjeux sociétaux concrets. À travers des séances adaptées et progressives, ils sont accompagnés pour élaborer leurs propres solutions.

Quels avantages ?

- Un engagement renforcé des jeunes et un impact direct sur leurs communautés locales.
- Une participation citoyenne active encouragée.
- Des compétences collaboratives développées.
- Des projets plus pertinents, car construits avec et pour leur public cible.



SCAN ME

Pendant quatre journées intenses de travail collaboratif, les participants se sont mobilisés en équipes autour d'un défi central : **comment rapprocher l'Union européenne des jeunes et rendre son éducation plus attractive et plus porteuse de sens ?**



Le résultat ? Six projets concrets à fort potentiel local :

- Un **concours scolaire organisé pour stimuler l'engagement des jeunes.**
- Une **plateforme en ligne proposant aux enseignants des outils créatifs pour enseigner l'UE.**
- Une **campagne de sensibilisation pour renforcer la voix des jeunes auprès des institutions européennes.**
- Un **projet artistique favorisant le lien et le sentiment d'appartenance à l'UE par la créativité et la collaboration.**
- Une **initiative pour soutenir la liberté d'expression, en facilitant la participation des jeunes aux consultations citoyennes.**
- Des **stages internationaux afin de multiplier les opportunités pour les jeunes diplômés.**

Les partenaires de CitiGenZ accompagneront les participants dans la mise en œuvre de ces idées.

Et parce qu'elles peuvent inspirer bien au-delà du projet, nous vous invitons à découvrir ci-dessous plus de détails sur les initiatives proposées par ces jeunes citoyens européens engagés !

Idée 1

Un concours scolaire pour éveiller l'intérêt des jeunes pour l'UE



Pourquoi ce projet serait-il nécessaire ?

Ce projet répondrait au manque de compréhension généralisé des jeunes européens sur le fonctionnement et l'impact de l'Union européenne, ainsi qu'à leur envie d'en savoir plus en milieu scolaire.



L'objectif serait d'aider les élèves du secondaire (12-15 ans) à découvrir les institutions, l'histoire et la culture de l'UE de manière stimulante et créative, tout en favorisant leur intérêt et leur participation éclairée à la démocratie européenne.

Quel serait le concept ?

Le projet prendrait la forme d'un concours artistique ouvert aux classes de différents établissements scolaires. Chaque année, un nouveau thème européen serait proposé et les élèves pourraient s'exprimer à travers diverses activités: dessin, écriture, dessin animé ou réalisation vidéo.



Les établissements accompagneraient et encourageraient leurs élèves, avec le soutien d'associations de jeunesse locales, dans la création de leurs œuvres artistiques et médiatiques. Les participants et le grand public voteraient ensuite pour leurs créations préférées, et la classe gagnante remporterait un voyage à Bruxelles.

Quels résultats ?

Cette idée de projet stimulerait l'esprit de compétition tout en développant la connaissance et la motivation des adolescents envers l'UE.



En combinant plaisir, créativité, travail d'équipe et apprentissage, le concours favoriserait la curiosité pour l'Europe et créerait un effet d'entraînement qui encouragerait les jeunes à s'engager activement dans la vie démocratique européenne.



Idée 2

Une plateforme pour guider les enseignants et les élèves du secondaire

Pourquoi ce projet serait-il nécessaire ?



Le projet permettrait de répondre au faible niveau de connaissance et d'engagement des jeunes de 15 à 18 ans vis-à-vis de l'Union européenne et lié à un manque d'éducation structurée et objective sur l'UE. Il viserait à inverser cette tendance en offrant aux élèves et aux enseignants du secondaire un apprentissage accessible et impartial des fondements de l'UE, renforçant ainsi la participation électorale des jeunes et leur sentiment d'appartenance européenne.

Quel serait le concept ?



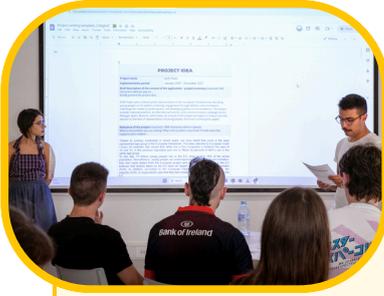
Il s'agirait d'impliquer, sur une période de 2 à 3 ans, des centaines d'élèves et des dizaines d'enseignants de plusieurs établissements secondaires à travers un large éventail d'activités: ressources en ligne, livrets d'information, jeux interactifs, plans de cours et site web mobile-friendly.

L'objectif serait de centraliser et de rendre accessibles les ressources pédagogiques existantes de l'UE, tout en les complétant par des ateliers, groupes de discussion et simulations des institutions de l'UE. Cela aiderait les élèves et les enseignants à utiliser efficacement le matériel disponible et à mettre en œuvre des activités d'apprentissage concrètes sur l'UE.

Quels résultats ?



Le projet permettrait d'améliorer les connaissances et les attitudes des élèves du secondaire à l'égard de l'UE, afin qu'ils deviennent des citoyens européens actifs et informés. Il fournirait également aux enseignants des outils prêts à l'emploi et contribuerait à combler le fossé entre les jeunes et les institutions de l'UE, tout en stimulant leur participation à la vie civique.



Idée 3

Une campagne de communication pour donner la voix aux jeunes européens



Pourquoi ce projet serait-il nécessaire ?

Le projet répondrait à la sous-représentation systématique des jeunes au Parlement européen: seuls 6% des députés européens ont moins de 35 ans, alors que cette tranche d'âge représente un cinquième de la population de l'UE. Par ailleurs, de nombreux jeunes européens se sentent déconnectés des institutions et ne connaissent pas leur impact, la majorité affirmant ne pas bien comprendre l'UE. Le projet viserait à sensibiliser, mobiliser et responsabiliser les jeunes afin de renforcer leur représentation politique et leur lien avec la démocratie européenne.

Quel serait le concept ?

Sur deux ans, le projet mettrait en œuvre un ensemble d'activités d'apprentissage, de débats et de communication dans le cadre d'une campagne de plaidoyer pour améliorer la représentation des jeunes au Parlement européen.



Il s'agirait de mobiliser surtout les étudiants universitaires en sciences politiques et sociales via des débats, des simulations, des discussions politiques et des ateliers pratiques sur l'UE. Les principales actions incluraient:

- des événements nationaux (débats, formations);
- un sommet international à Bruxelles pour discuter des quotas de jeunes et visiter le Parlement européen;
- une campagne de communication transfrontalière encourageant les jeunes à se présenter aux futures élections européennes.

Quels résultats ?

Le projet permettrait d'atteindre les résultats suivants :



- renforcer les connaissances des jeunes sur les politiques de l'UE et leur confiance dans la démocratie européenne ;
- ouvrir un débat et recueillir leurs opinions sur les quotas de jeunes au sein du Parlement européen ;
- produire un document d'orientation sur les avantages d'une meilleure représentation des jeunes;
- diffuser activement des recommandations pour encourager un engagement politique accru.



Idée 4

Des expositions artistiques pour renforcer les liens entre jeunes européens

Pourquoi ce projet serait-il nécessaire ?



Le projet s'intéresserait à la solitude croissante et au manque de sentiment d'appartenance ressentis par les jeunes européens, particulièrement après la pandémie de Covid-19. En 2023, près de la moitié des jeunes de l'UE ont signalé des problèmes émotionnels ou psychosociaux, et seulement 54% des 15-24 ans se sentent Européens (Eurobaromètre 2020). Beaucoup se sentent exclus tant de leur communauté locale que de la communauté européenne, ce qui peut affecter leur santé mentale et leur engagement.

Quel serait le concept ?



Sur trois ans, le projet mettrait en place un réseau communautaire créant des espaces créatifs pour les jeunes (15-30 ans) dans plusieurs pays européens. Des ONG locales et des municipalités pourraient mettre à disposition des lieux, tandis qu'un psychologue de l'art accompagnerait les jeunes dans la création de leurs œuvres collaboratives. À travers des ateliers, des séances artistiques et des activités de renforcement des compétences en santé mentale, les participants pourraient façonner eux-mêmes le contenu et gérer leurs espaces créatifs. Leurs créations circuleraient d'un pays à l'autre grâce aux échanges de jeunes et se transformeraient en expositions itinérantes, favorisant la connexion internationale et le partage d'expériences.

Quels résultats ?



Le projet chercherait à réduire l'isolement des jeunes et à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'UE, tout en développant leurs compétences créatives, sociales et organisationnelles. Les expositions d'art collaboratif permettraient également de donner une voix aux jeunes et d'inclure un public plus large dans le dialogue sur l'identité européenne.

Idée 5

Une plateforme pour encourager la participation des jeunes aux consultations de l'UE



Pourquoi ce projet serait-il nécessaire ?

Cette idée de projet permettrait de répondre à la faible participation des jeunes à la vie démocratique en Europe: selon l'enquête jeunesse 2024 du Parlement européen, seulement 23% des jeunes européens se sentent entendus au niveau de l'UE. Beaucoup ignorent leurs droits et les plateformes d'engagement disponibles. La fragmentation des ressources en ligne, la complexité du langage institutionnel et la méfiance peuvent décourager leur engagement. Il serait donc essentiel de créer un espace numérique unifié, accessible et adapté aux jeunes, centralisant des informations fiables et favorisant l'expression libre de leurs droits démocratiques.



Quel serait le concept ?

Sur deux ans, le projet développerait un site web interactif, multilingue et centralisé, destiné aux jeunes de 16 à 30 ans, en particulier ceux peu engagés dans les processus démocratiques existants.



Les activités principales comprendraient:

- la conception d'une plateforme unique pour faciliter l'accès et la participation des jeunes aux consultations publiques de l'UE;
- la formation d'étudiants et de personnels d'ONG comme facilitateurs pour accompagner d'autres jeunes dans l'utilisation de la plateforme.

Le projet serait d'abord testé lors d'une phase pilote dans quatre pays, avant d'être étendu à l'ensemble de l'UE.

Quels résultats ?

Le projet viserait à accroître la sensibilisation et la compréhension des jeunes sur la liberté d'expression et les outils qui la soutiennent dans l'UE. Concrètement, il permettrait à un plus grand nombre de jeunes européens de participer activement aux consultations en ligne organisées par les institutions de l'UE.



Idée 6

Des stages internationaux pour les étudiants en sciences sociales



Pourquoi ce projet serait-il nécessaire ?



Le projet viserait à réduire le fossé persistant entre la formation en sciences sociales et l'emploi en Europe. Malgré un taux d'emploi élevé dans certains secteurs, de nombreux diplômés travaillent hors de leur domaine en raison d'un décalage entre les parcours universitaires et les besoins du marché du travail. Ce projet chercherait à renforcer les liens entre universités, ONG et monde professionnel afin d'améliorer les perspectives d'emploi des diplômés en sciences sociales.

Quel serait le concept ?

Sur deux ans, le projet favoriserait la collaboration intersectorielle pour développer un programme de stages internationaux sur mesure pour les étudiants en sciences sociales.



Chaque pays sélectionnerait des étudiants de 18 à 25 ans pour effectuer des stages au sein des ONG partenaires et de leurs réseaux. Un processus structuré de recrutement et d'appariement, comprenant mentorat, orientation et directives pour des stages équitables, préparerait les participants. Les stages seraient ensuite encadrés par des mentors formés, et l'intégration des participants sur le marché du travail serait comparée à celle des non-participants afin de mesurer l'impact du programme.

Quels résultats ?

Le projet permettrait :



- une augmentation des emplois correspondant aux domaines d'études des diplômés en sciences sociales ;
- une amélioration des compétences pratiques et de la confiance en soi ;
- un renforcement des liens entre universités et ONG.

Après avoir démontré l'efficacité du programme, il serait prévu de l'étendre à d'autres pays, jusqu'à couvrir l'ensemble de l'UE.



DATE DE PUBLICATION

Septembre 2025

PROJET

EU CitigenZ est un partenariat Erasmus+ de coopération (n° 2023-1-FR02-KA220-YOU-000153878)

L'objectif était de développer le sentiment d'appartenance à l'UE chez les jeunes de la génération Z pour ce faire les partenaires ont créé du contenu de sensibilisation à l'UE destiné aux jeunes « Zoomers » par le biais de campagnes en ligne d'une plateforme proposant des « Boîtes d'apprentissage » sur 50 sujets européens d'un manuel destiné aux animateurs jeunesse souhaitant sensibiliser leurs participants à l'UE et ont formé directement les animateurs jeunesse et les jeunes plus d'informations sur www.citigenz.eu

PARTENAIRES

Pistes Solidaires (Coordinateur)

www.pistes-solidaires.fr

Associação Mais Cidadania

www.maiscidadania.pt

PiNA

www.pina.si

University College Cork

www.ucc.ie

YESForum

www.yes-forum.eu

pistes solidaires



piNa



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Financé par l'Union européenne. Les vues et opinions exprimées n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence du Service Civique- Agence Erasmus+ France Jeunesse & Sport. Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi ne peuvent en être tenues pour responsables.

